



Le 22 Mai, en grève et dans la rue, encore plus nombreux et déterminés contre la casse de la Fonction Publique et pour le progrès social !

Malgré le mécontentement des personnels et la forte mobilisation du 22 Mars dans la Fonction Publique, le gouvernement et le président de la République persistent dans leurs projets néfastes quelques soient les secteurs : santé, éducation, justice, transports, énergie, ... Se réfugiant derrière une légitimité électorale acquise dans un contexte particulier, Emmanuel Macron entend passer en force coûte que coûte niant le malaise social grandissant et méprisant les organisations syndicales. Mais malgré la campagne de minimisation des mobilisations, les luttes et l'action payent :

- Recul sur la volonté de supprimer la valeur unique du point d'indice Fonction Publique
- Annonces par plusieurs ministres de mesures catégorielles
- Report à plusieurs reprises de la publication du rapport du Comité Action Publique 2022
- Satisfaction de revendications liées à des luttes locales

Cependant, dans nos périmètres ministériels des MTES et MCT, les projets liés à AP2022 sont toujours à l'ordre du jour, notamment :

- réductions d'effectifs et d'implantations territoriales,
- « interministérialisation » et mutualisation accrue des services régionaux et départementaux dans le cadre des réformes territoriales
- des mutualisations renforcées, fusions ou éclatement d'établissements publics notamment dans le secteur de l'environnement.

Le projet de création de l'agence nationale de cohésion des territoires est entré dans sa phase de préfiguration et celui de l'agence nationale routes de France se précise au gré des réunions obtenues auprès de l'administration. Ces projets menacent l'intégrité de services existants et ouvrent la voie à la suppression, externalisation ou privatisation de missions.

Autant de raisons d'inquiétude pour le devenir des missions, des statuts, des conditions de travail et de la rémunération des agents.

LE 22 MAI ON AMPLIFIE ET ENSUITE, S'IL LE FAUT, ON CONTINUE !

Faisons entendre haut et fort la volonté qui s'exprime de défendre et d'améliorer des services publics accessibles à toutes et tous ainsi qu'une fonction publique garante de l'intérêt général.

Pour :

- Une négociation salariale immédiate, le dégel de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions
- Un nouveau plan de titularisation des contractuel.le.s, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle
- L'abrogation du jour de carence
- La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers
- La défense du statut général des fonctionnaires, et des statuts particuliers, qui permet déjà de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire et qui garantit l'égalité entre les usagers.

Le 22 Mai : encore plus nombreux et déterminés !